

KOMITÉ POPILE



jik an bout!

Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

« FAIRE PEUPLE ! » OUI, MAIS COMMENT ET POURQUOI ?

Depuis des décennies, on entend des personnes, de tous bords, exprimer la nécessité pour les Martiniquais (es) de « faire Peuple ». Souvent, d'ailleurs c'est pour déplorer notre incapacité à y parvenir. Ce vœu sous-entend que tous ceux qui le prononcent sincèrement sont conscients qu'aucune émancipation ne sera possible tant que nous ne serons pas unis par la volonté d'avancer et de construire ensemble. Mais alors, quels obstacles entravent notre marche vers le « faire Peuple » et comment surmonter ceux-ci ?



D'entrée, nous voulons insister sur la nécessité de se débarrasser de cette illusion qui pousse à espérer que tous les habitants du pays puissent avancer bras dessus bras

dessous, avec une commune volonté de construire une société garantissant un mieux-vivre pour tous. Cette utopie n'a jamais été réalisée dans aucun pays du

monde. Nous vivons dans une société composée de classes sociales dont, pour certaines, les intérêts sont antagoniques. C'est ce que feignent d'ignorer ceux qui appellent à se fiancer avec la caste qui domine l'économie martiniquaise et qui reste ancrée dans son idéologie suprématiste, sans à aucun moment poser la question des réparations et du repartage des richesses sociales¹.

Chez nous, la réalité, c'est l'existence de classes moyennes qui ont longtemps bénéficié de conditions de vie matérielles favorables et qui ont été nourries de l'idéologie assimilationniste et « républicaine » de la France coloniale.

Les couches populaires, quant à elles, ont subi une histoire d'exploitation impitoyable et de sanglantes répressions. C'est dans ces pénibles conditions que leur génie a permis d'édifier le socle de la culture martiniquaise et des réponses alternatives aux besoins de la vie quotidienne. C'est chez elles qu'ont pu se pérenniser une saine « spiritualité² », des traditions ancestrales de solidarité, de respect du vivant et de l'environnement, ferments essentiels pour « *faire peuple* » autour d'un projet commun. Disant cela, nous nous gardons de toute idéalisation. Des siècles de propagande, de manipulation, de chantage aux aides et aumônes auprès des nécessiteux, ont eu pour effet, qu'au sein des couches populaires, se sont largement répandus les poisons de la méfiance, des divisions, du clientélisme et des « *violences circulaires* ». A quoi il faut ajouter les terribles conséquences du « *Syndrome de Lynch* » qui entretient encore dans les esprits la propension aux divisions et à l'auto-dénigrement.

Voilà les conditions dans lesquelles nous devons remplir notre mission de « *faire peuple* » !

Avant d'aller plus loin, nous voulons insister sur le fait que la volonté de « *faire peuple* » ne saurait être motivée par la seule recherche d'harmonie sociale. C'est surtout une condition indispensable au succès de notre lutte de libération nationale ! Car, unis et mobilisés autour d'un projet commun, nous serons tout à fait capables de mettre fin à la domination coloniale. C'est la désunion de notre Peuple qui fait la force de ses ennemis.

Aujourd'hui, les conditions se réunissent pour que le rapport des forces s'inverse en notre faveur.

D'une part, le travail mené par les militants culturels et politiques depuis plus d'un demi-siècle, a permis une élévation notable du niveau de conscience de la population. D'autre part, l'irruption massive des nouvelles technologies de communication dans la société a favorisé une importante circulation de l'information relative aux crimes passés et présents commis, partout dans le monde, par les impérialistes occidentaux. Notre Peuple a de plus en plus accès à la connaissance de son histoire et à la compréhension des mécanismes de la domination coloniale.

Au niveau mondial, les politiques ultralibérales barbares menées par les gouvernements impérialistes occidentaux se traduisent, entre autres, par le saccage des services publics et de la protection sociale ainsi que par le laminage des classes moyennes avec pour conséquence de paupériser une majorité des populations. Dans notre pays colonisé, les résultats sont encore plus catastrophiques puisque venant s'ajouter aux effets de la politique menée par le pouvoir colonial français, politique qui vise à gommer l'existence même du Peuple martiniquais (génocide par substitution, entrave à tout développement endogène et autocentré, etc.)



Les espoirs d'ascension sociale et les illusions assimilationnistes ne peuvent survivre face à la vérité de la réalité.

Le contexte actuel crée les conditions pour que la majorité de notre Peuple se rassemble pour construire l'alternative du mieux-vivre. C'est ce qui nous appelle à « faire Peuple » autour d'une vision et d'un projet communs.

Avoir une vision et un projet communs ne se manifeste pas simplement par le fait de s'asseoir autour d'une table pour, après palabre, rédiger un catalogue d'objectifs aussi ambitieux qu'abstrait. Il suffit, pour s'en convaincre, de consulter les écrits des centaines d'« alliances » et de « rassemblements » qui se sont déjà constitués à quelques mois des élections ou même entre « anticolonialistes » et qui ont explosé quelques semaines plus tard ou se sont endormies.

« Faire Peuple », c'est travailler à la convergence durable de toutes nos forces, avec l'objectif explicite de combattre l'ennemi principal : le pouvoir colonial et ses suppôts ! Ici, nous parlons de lutte de Libération Nationale. Cela signifie que tout doit être fait pour impulser l'unité au sein des couches populaires et pour que celles-ci soient actrices conscientes dans la construction de la société alternative.

« Faire peuple », appelle donc à privilégier tout ce qui nous rassemble et à refuser d'attiser toutes contradictions superficielles qui fracturent notre communauté³.

« Faire Peuple » demande de favoriser un débat serein, sur la base d'un respect humain intégral, entre tous ceux qui luttent pour l'émancipation nationale et sociale.

« Faire peuple », c'est faire sa part de travail en respectant scrupuleusement celui des autres ; c'est soutenir loyalement tout ce que nos compatriotes font de positif, tant individuellement qu'au sein des **différentes** organisations, politiques ou autres.

En définitive « Faire peuple » ne doit pas rester une incantation. Nous devons en faire le cap d'une pratique politique quotidienne.

¹ - Cf. la « Lettre ouverte aux maîtres de la caste béké » de Robert SAE qui dénonce les tentatives de dénigrer ces justes revendications en les assimilant malhonnêtement à un « racisme contre la communauté Béké ».

² - Nous parlons ici des valeurs suprême de l'esprit, non pas de mysticisme et de rites religieux.

³ - Chacun aura constaté, par exemple, l'ampleur du mal provoqué par les divisions attisées par les autorités françaises entre ceux qui acceptaient ou qui refusaient les vaccins/injections anti-covid.

PAWOL FONDOK

« La connaissance s'acquiert par l'expérience, tout le reste n'est que de l'information. »

Albert Einstein



INITIATIVES ALTERNATIVES

CNCP : 40 lanné kant é kant épi pèp-nou



Jean ABAUL, actuel Président du CNCP, est l'un de ceux qui, en 1971, a constitué le premier groupe de militants fondateurs de notre mouvement. Le CNCP célébrera les 40 ans de sa création le dimanche 27 août 2023, nous l'interrogeons sur le parcours de l'organisation et sur le sens de cette commémoration.

JAB : 52 années d'engagement, plus d'un demi-siècle ! Qu'est-ce qui t'a amené à la lutte politique et quel regard poses-tu sur ton passé de militant ?

Jean A : *Mon père qui était ouvrier, partait très tôt au travail ; ma mère allait faire des djobs chez les particuliers. Nous étions dix enfants dont je devais m'occuper. Très vite j'ai été révolté par les inégalités sociales et le traitement arrogants que nous subissions de la part des personnes des classes dominantes. J'avais l'opportunité d'écouter des discussions de militants du Parti Communiste dans mon quartier et de lire leurs documents. Quand tu appartiens à une classe opprimée, tu dois te battre pour te faire « accepter » et tu te forges une mentalité de guerrier. C'est pour cela que j'ai immédiatement accepté de participer à la création du GAP (Groupe d'Action Proletarien), car il correspondait tout à fait à mes convictions. J'ai commencé à militer politiquement, dès la création de l'organisation, alors que j'étais au Collège. Après ces dizaines d'années d'engagement, je constate que notre mouvement a porté une contribution certaine à la lutte de notre Peuple et j'ai bien l'intention de combattre la domination coloniale et l'odieux système capitaliste jusqu'à mon dernier souffle.*

JAB : Quel message le CNCP veut-il porter à travers la commémoration du dimanche 27 août ?

Jean A : *A l'occasion de cette commémoration du 40 ème anniversaire de la création du CNCP, nous voulons contribuer au renforcement de l'union de notre Peuple. il est urgent que nous nous rassemblions pour affronter les difficultés que nous subissons tous et toutes. Nous ne pourrons surmonter celles-ci qu'à condition de surmonter les syndromes de la division et de l'autodénigrement, de porter des réponses pensées collectivement, de coconstruire des alternatives, et enfin, de nous exercer à la démocratie directe. Militants politiques ou pas, indépendantistes ou pas, nos intérêts et ceux de notre pays sont les mêmes.*

C'est pour avancer ensemble dans cette direction que nous invitons tous ceux de nos compatriotes qui partagent ce point de vue à cette commémoration du 27 août.

*Le mot d'ordre que nous avons retenu pour cet événement est « **Rassembler la famille martiniquaise, caribéenne et humaine** ». Nous vous attendons tous et toutes.*



L'ENTREPRISE DE FASCISATION DE LA SOCIÉTÉ CONCERNE AUSSI LE SECTEUR DE LA SANTÉ

Les gouvernements dits « libéraux » avaient déjà profité de la « crise sanitaire » liée à la pandémie de COVID 19, pour renforcer un contrôle totalitaire de la société. L'état d'urgence leur a permis de piétiner la liberté d'opinion, le droit de circuler, le code du travail (etc.) et, pire, de bafouer le droit fondamental qu'ont les êtres humains à la protection de leur intégrité physique. Un nouveau pas risque d'être franchi dans la fascisation de la société avec la tentative de donner à l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) un pouvoir supranational lui permettant de contraindre les pays membres à suivre ses ordres. C'est ce que révèle un article de « géopolitique-profonde » repris par le site « www.agoravox.fr ». « Jik An Bout » vous en livre un extrait.



« Les députés britanniques craignent qu'un nouveau traité visant à accroître les pouvoirs de l'OMS ne lui permette de fermer les frontières et d'introduire les passeports vaccinaux. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) pourrait imposer des mesures de confinement au Royaume-Uni [et dans tous les pays européens] lors d'une future pandémie en vertu de nouveaux pouvoirs étendus.

Les États membres seraient tenus de suivre les instructions de l'Agence lorsqu'ils réagissent à des

pandémies, notamment en introduisant des passeports vaccinaux des fermetures de frontières et des mesures de quarantaine, selon un projet de mise à jour des règlements de l'Agence.

Un nouveau « traité sur les pandémies » en cours de discussion obligerait également la Grande-Bretagne à consacrer **5 % de son budget de santé à la préparation d'une nouvelle épidémie de virus**. Les ministres se disent alarmés par les projets visant à accroître les pouvoirs de l'OMS, ce qui permettrait à son organe directeur d'exiger des pays qu'ils lui remettent la recette des vaccins, sans tenir compte des droits de propriété intellectuelle, et de lutter contre la désinformation. **Les députés conservateurs ont écrit aux ministres pour les mettre en garde contre une « ambition évidente pour l'OMS de passer d'une organisation consultative à une autorité internationale de contrôle ».** (...)

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.legrandsoir.info> / *Le gouvernement français veut pouvoir « activer à distance » nos appareils connectés pour nous surveiller / par contre attaque.*

* <https://www.investigaction.net/fr/> / *Jean Lavalasse sur la crise en Haïti: « Les gangs, ça ne tombe pas du ciel! » par ROBIN DELOBEL*



POUR NOURRIR LA REFLEXION

LES ETATS-UNIS, LE PLUS GRAND DESTRUCTEUR DE LA PAIX DANS LE MONDE APRES LA SECONDE GUERRE MONDIALE (2/3)

Nous poursuivons la publication de l'article du site « french.xinhuanet.com » dont les données analysées permettent de mieux comprendre les enjeux de la guerre que l'OTAN veut généraliser en instrumentalisant la situation qui prévaut en Ukraine. Il faut avoir accès à tous les sons de cloche pour, ensuite, faire sa propre analyse.



« GUERRE CONTRE LE TERRORISME »

Cette année marque le 20e anniversaire de l'invasion américaine en Afghanistan sous la bannière anti-terrorisme. M. Biden a annoncé le 14 avril le retrait complet des troupes américaines d'Afghanistan avant le 11 septembre, puis a avancé le 8 juillet la date limite au 31 août. Les Etats-Unis ont revendiqué avoir combattu l'extrémisme et amené la stabilité à ce pays déchiré par la guerre, mais ils ont échoué sur ces deux fronts, a estimé l'ancien président afghan Hamid Karzaï.

Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, l'antiterrorisme est devenu le cœur de la sécurité nationale américaine et de sa politique étrangère. Dès lors, avec leur double standard et une mentalité de Guerre froide, les Etats-Unis ont

mené la "guerre contre le terrorisme" à travers le monde au nom de la "sécurité nationale" et de la "défense de la liberté", divisé les pays en différents camps et même renversé des gouvernements d'autres pays sous couvert de lutte contre le terrorisme.

Les opérations anti-terroristes menées par les Etats-Unis sont devenues un outil pour maintenir leur hégémonie et promouvoir la soi-disant démocratie et les valeurs américaines à l'étranger, blessant de nombreux civils, aggravant le problème des réfugiés, plongeant les régions touchées dans le chaos et faisant déborder les menaces sur la sécurité. Outre les opérations dites "anti-terroristes", les Etats-Unis ont également gravement bafoué les droits de l'Homme et la liberté dans d'autres pays, comme en témoignent les scandales

choquants des abus sur les prisonniers commis par l'armée américaine en Afghanistan et en Irak.

Depuis 2001, "contrairement à ce que croient la plupart des Américains, la guerre contre le terrorisme ne s'apaise pas ; elle s'est répandue dans plus de 40% des pays du monde", écrivait le Smithsonian Magazine dans un article publié en 2019.

Selon un rapport publié en novembre 2019 par le projet Costs of War (les coûts de la guerre) de l'université Brown, entre 770.000 et 801.000 personnes sont mortes dans les guerres de l'après 11-Septembre.

Le Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO) s'est engagé depuis longtemps dans de violentes activités séparatistes et extrémistes anti-chinoises, à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine, causant d'importants dégâts et de dommages



au peuple chinois. En 2002, il a été ajouté à la liste des sanctions en vertu de la résolution 1267 du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les Etats-Unis étaient coparrains. Ces dernières années, le MITO est actif en Afghanistan, en Syrie ainsi que dans d'autres régions, complotant et menant une série de violentes activités terroristes, y compris l'attaque à la voiture piégée contre l'ambassade de Chine au Kirghizistan en 2016.

Toutefois, les Etats-Unis ont unilatéralement retiré le MITO de sa liste d'organisations terroristes en 2020, arguant que depuis plus d'une dizaine d'années, il n'y a pas de preuve fiable montrant que le MITO continue d'exister. Un tel geste a clairement montré l'intention sinistre de Washington de contenir la Chine avec le terrorisme.

Les Etats-Unis ont également cultivé de nombreuses forces anti-gouvernementales à travers le monde, dont beaucoup sont devenues plus tard des organisations terroristes et des auteurs d'activités terroristes.

Par exemple, après la révolution cubaine, les Etats-Unis ont abrité plusieurs groupes armés s'opposant au gouvernement cubain et leur ont même permis d'établir des camps de formation en Californie du Sud. En octobre 1976, un avion de ligne cubain a explosé au-dessus de la Barbade, tuant les 73 personnes à son bord. Luis

Posada Carriles, un exilé cubain aux Etats-Unis, a été soupçonné d'avoir orchestré cet attentat et était recherché par Cuba, mais le gouvernement américain a toujours refusé de l'extrader vers Cuba.

Dans les années 1980, les Etats-Unis ont fermement soutenu les guérilleros anti-gouvernementaux au Nicaragua.

Stansfield Turner, ancien directeur de la CIA, a autrefois témoigné devant le Congrès américain en disant : "Je pense que beaucoup d'actes de guérilla sont de nature terroriste et sont des actes terroristes soutenus par les Etats-Unis, ce qui est irréfutable".

Plus ironiquement encore, les Etats-Unis ont envahi l'Afghanistan en 2001 au nom de la lutte antiterroriste, mais ont de fait nourri le terrorisme. Pendant la Guerre froide, les Etats-Unis ont utilisé l'Afghanistan comme un pion contre l'Union soviétique, fournissant de grandes quantités d'armes et d'argent aux groupes extrémistes, dont les forces d'Oussama Ben Laden, pour les encourager à lutter contre l'Union soviétique. Après le retrait soviétique d'Afghanistan, les Etats-Unis ont immédiatement abandonné leurs "amis" inutiles, faisant de l'Afghanistan un paradis pour le terrorisme et l'extrémisme internationaux. Medea Benjamin, cofondatrice de Code Pink, et Nicholas Davis du même groupe pacifiste ont écrit

dans un article que si l'administration Biden persistait à accumuler davantage de mensonges et atrocités sur la base des administrations précédentes, "elle ne sera pas en mesure de regagner le respect du monde pour le leadership américain, ni gagnera le soutien du public américain pour sa politique étrangère".

UNE DEPENDANCE A L'INTERVENTIONNISME

Pour maintenir et consolider leur hégémonie, les Etats-Unis ont eu recours à tous les moyens, de l'écllosion d'"évolutions pacifiques" à l'incitation à des "révolutions de couleur" en passant par la subversion directe des gouvernements d'autres pays.

En juillet dernier, des manifestations anti-gouvernementales ont éclaté dans certaines parties de Cuba. Des preuves publiées par le gouvernement cubain montrent que depuis mi-juin, certaines forces anti-cubaines aux Etats-Unis, financées par le gouvernement américain, ont délibérément répandu le mensonge via des réseaux sociaux selon lequel le système médical cubain, attaqué par la COVID-19, s'était effondré et l'ont utilisé comme le prétexte pour déclencher une intervention militaire à Cuba afin de renverser le gouvernement cubain.



Des sanctions américaines se sont ensuivies contre certains responsables et entités militaires de l'île en raison de la soi-disant "répression gouvernementale" visant les manifestants. Cette année, des médias cubains ont révélé qu'au cours des deux dernières décennies, des agences comme l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la Fondation nationale pour la démocratie (NED) ont alloué près de 250 millions de dollars à une série de programmes subversifs ciblant Cuba. Lors d'une réunion de haut niveau à l'occasion du 75e anniversaire de la fondation de l'ONU, le ministre cubain des Affaires étrangères Bruno Rodriguez a déclaré que le comportement irresponsable des États-Unis constituait la plus grande menace pour la paix et la sécurité mondiales. Les États-Unis ont une dépendance à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays. L'auteur américain William Blum a écrit dans son livre "L'exportation la plus meurtrière de l'Amérique : la démocratie" que depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont efforcés de renverser plus de 50 gouvernements étrangers, dont la plupart ont été élus démocratiquement, se sont largement immiscés dans les élections

démocratiques d'au moins 30 pays et ont tenté d'assassiner plus de 50 dirigeants étrangers. Pendant la Guerre froide, les États-Unis ont lancé des activités d'infiltration, d'incitation à la rébellion, à la perturbation et à la destruction contre l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. Après la Guerre froide, les États-Unis ont promu encore plus effrontément leur interventionnisme et ont fréquemment exporté des "révolutions de couleur". A la fin de 2003, ils ont forcé à la démission le président géorgien de l'époque, Edouard Chevardnadzé, pour une prétendue "fraude" au dépouillement des voix lors d'élections législatives. Cet incident est connu sous le nom de "Révolution des roses". En octobre 2004, ils ont concocté un scandale de "fraude" aux élections ukrainiennes, incité les jeunes du pays à descendre dans la rue et soutenu l'avènement de Viktor Iouchtchenko. C'est ce qu'on appelle la "Révolution orange". En mars 2005, ils ont incité l'opposition kirghize à protester contre les résultats des législatives, mouvement qui a dégénéré en émeutes. Le président Askar Akaïev a été contraint de fuir et d'annoncer sa démission. Au cours de la dernière décennie, les États-Unis sont

intervenus à plusieurs reprises ou ont manipulé des "révolutions de couleur" dans certains pays d'Europe centrale et orientale, d'Asie centrale, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Derrière cette série de "révolutions de couleur" orchestrées par les États-Unis, une organisation auto-proclamée non officielle et à but non lucratif est sous le feu des projecteurs : la NED, connue comme "le plus grand commanditaire des révolutions de couleur dans le monde". Fondée en 1983, elle entretient des liens étroits avec le Département d'Etat américain, l'USAID, la CIA, etc.. Chaque année, elle offre plus de 1.600 subventions pour soutenir les projets d'ONG dans plus de 90 pays. La fondation est également une source de financement derrière certaines forces séparatistes contre la Chine, soutenant chaque année des dizaines de complots liés à la Chine. La NED a fourni environ 100 millions de dollars à ce jour à plus de 100 groupes sinophobes, dont des groupes clairement identifiés comme des organisations terroristes par la Chine, tels que le Congrès de la jeunesse tibétaine (CJT) et le Congrès mondial ouïghour. Beaucoup de fonds pour les activités en faveur de l'"indépendance de Hong Kong" sont également venus de cette fondation. »

(A suivre)

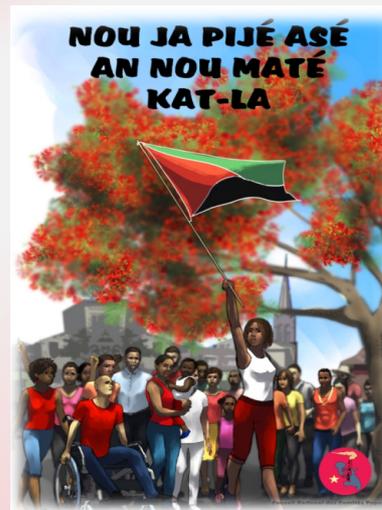




A PROPOS DES IDEOLOGIES ET DES LUTTES ENTRE LIGNES POLITIQUES

A la tête d'un monde unipolaire, après la chute du mur de Berlin en 1989 et la défaite du « camp socialiste », les puissances impérialistes occidentales ont pu mener campagne, au niveau planétaire et sur des bases totalitaires, pour imposer leur idéologie (sans jamais la présenter comme telle). Les propagandistes du système dominant ont organisé une vaste offensive pour persuader l'opinion publique mondiale que « le temps des idéologies était fini ». Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont largement atteint leur objectif. Aujourd'hui encore, ceux qui dénoncent les aberrations du système s'entendent rétorquer que « Tout cela, c'est de l'idéologie ! ». Plus dramatique encore, quand les victimes des politiques de prédation capitaliste sont appelées à résister, il n'est pas rare d'entendre certaines d'entre elles déclarer : « Pas question que je fasse de la politique ! »

Ceci dit, l'hégémonie idéologique des classes dominantes est en train de vaciller, d'une part parce que la scélératesse et les outrances de leurs politiques leur ôtent toute crédibilité et, d'autre part, parce que les luttes des organisations populaires et des gouvernements anti-impérialistes montent en puissance. Toutefois, la déconstruction de la propagande du système reste une exigence majeure pour mettre fin à sa domination.



Pour évacuer toute ambiguïté, nous devons commencer par nous accorder sur le sens des concepts sur lesquels portera notre réflexion. Rappelons d'abord la définition du mot « idéologie » donnée par le dictionnaire « Larousse » : c'est « un système d'idées générales constituant un corps de doctrine philosophique et politique à la base d'un comportement individuel ou collectif » ou encore un « ensemble des

représentations dans lesquelles les hommes vivent leurs rapports à leurs conditions d'existence (culture, mode de vie, croyance) ». Quant à la « ligne politique », pour le dictionnaire « Robert », c'est une « orientation qui définit l'action d'un groupe, les éléments essentiels d'une doctrine, d'une politique ». C'est sur cette base là que nous appuyons nos commentaires.

Comment peut-on imaginer

qu'une société puisse exister sans que des « systèmes d'idées générales » soient « à la base des comportements individuels ou collectifs » ? Comment prétendre sérieusement qu'un groupe, quel qu'il soit, puisse agir sans « orientation », sans « éléments essentiels de doctrine ou de politique* » ? Tous doivent réaliser que, précisément, là se manifeste un affrontement entre des idéologies de classes ennemies.



Nier l'existence de lutte de lignes politiques qui traverse toutes les organisations sociales sans exception, relève d'une insuffisance de réflexion, sinon de la naïveté ou de l'opportunisme.

L'offensive réactionnaire que nous avons évoquée s'est menée sur le plan des conceptions et s'est accompagnée d'une manipulation du vocabulaire.

Ne parlez plus de « mouvements populaires ». Dites « dynamiques citoyennes ». Les choix individuels des « citoyens » étant la règle, ceux-ci ne doivent, à aucun prix, se laisser « récupérer ». « On ne doit pas faire de politique dans les organisations de masse » ! Pire toute organisation de masse créée ou simplement soutenue par un parti politique se voit discréditée d'office. Concernant les luttes syndicales : **Bannissez** le mot « licenciement », c'est de « plans sociaux » qu'il s'agit ! A chaque grève condamnez la « prise en otage des usagers ». etc.

Via les empires médiatiques, c'est à un véritable lavage de cerveau que se livrent les journalistes, les économistes et le personnel politique missionnés par les classes dominantes.

Il est absolument fallacieux de croire que les idéologies et les lignes politiques diverses ne s'opposent pas au sein des organisations quelles qu'elles soient. L'objectif des propagandistes du système dominant est de cacher cette réalité et d'évacuer tout débat ouvert afin d'avancer masqués. Ils veulent empêcher que les masses populaires disposent d'orientation idéologique et politique claires et de structures solides leur permettant de l'affronter.

Un simple retour sur l'évolution des associations dites a-politiques révélera la réalité. C'est un lieu idéal pour tisser des réseaux logistiques et « d'amitié ». Combien d'associations sportives, culturelles, ou autres, n'ont pas été des rampes de lancement pour certains

de leurs dirigeants se dévoilant candidats aux élections.

Il est donc évident que c'est en étant absolument transparents sur le rôle des militants politiques dans les organisations de masse et en y impulsant des débats politiques ouverts, francs et sereins, qu'on pourra lutter contre les véritables manipulations et les « récupérations » politiciennes.

En tout cas, ceux qui militent sincèrement pour renverser le système capitaliste et la domination coloniale, qui s'engagent sans détours dans le travail de conscientisation des masses et dans l'organisation de la lutte de libération nationale, auront à cœur de prôner l'exigence de la formation théorique et politique dans les organisations de masse, refuseront toujours de faire la politique de l'autruche, de céder au « libéralisme », au sentimentalisme et au refus de prendre courageusement position.

AGENDA

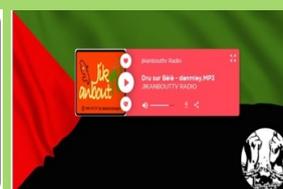
Dimanche 27 août 2023

9H00 – 14H00

PLACE MAHAULT - LAMENTIN



Pour ressouder la famille, martiniquaise, caribéenne et humaine.



Radio Jik An Bout

Lien : <https://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE

★

CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32

0696 25 28 78 / 0696 33 26 32.

★★★

